

**Entre histoire et propagande. Les contributions de
l'Institut polonais de la mémoire nationale à la mise en
récit de la Seconde Guerre mondiale**

Valentin Behr

► **To cite this version:**

Valentin Behr. Entre histoire et propagande. Les contributions de l'Institut polonais de la mémoire nationale à la mise en récit de la Seconde Guerre mondiale. Allemagne d'aujourd'hui : revue française d'information sur l'Allemagne, Presses Universitaires du Septentrion, 2019, 2 (228), pp.82-92. 10.3917/all.228.0082 . halshs-02177454

HAL Id: halshs-02177454

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02177454>

Submitted on 9 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Entre histoire et propagande. Les contributions de l'Institut polonais de la mémoire nationale à la mise en récit de la Seconde Guerre mondiale

La version finale de ce texte est parue dans la revue *Allemagne d'aujourd'hui* :

Behr Valentin, « Entre histoire et propagande. Les contributions de l'Institut polonais de la mémoire nationale à la mise en récit de la Seconde Guerre mondiale », *Allemagne d'aujourd'hui*, vol. 2, n° 228, 2019, p. 82-92. DOI : 10.3917/all.228.0082. URL : <https://www.cairn.info/revue-allemande-d-aujourd-hui-2019-2-page-82.htm>.

Abstract

Créé au début des années 2000, l'Institut de la mémoire nationale (Instytut Pamięci Narodowej, IPN) polonais est devenu incontournable dans les discussions sur l'histoire et la mémoire des « totalitarismes » nazi et soviétique en Pologne. Cet institut est le principal centre de recherches polonais en histoire contemporaine, mais aussi l'un des principaux éditeurs et bailleur de fonds pour la recherche. Ses publications offrent un récit assez enchanté, qui tend à présenter l'histoire de la Pologne au cours de la Seconde Guerre mondiale comme celle d'une nation de héros et de victimes. Les activités de l'IPN ont suscité et suscitent encore de nombreuses controverses, liées entre autres à l'histoire de la Shoah. Ces controverses sont liées au rôle central que joue l'IPN dans la « politique historique » de l'État polonais. Cette politique est plus que jamais caractérisée par une volonté de présenter un récit univoque sur certains aspects de l'histoire, à commencer par les « relations polono-juives » durant l'occupation allemande. L'article revient d'abord sur la contribution de l'IPN au développement et au renouvellement de l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale en Pologne. Il évoque ensuite les principales caractéristiques du récit de la période 1939-1945 offert par l'IPN. Enfin, sont abordées les difficultés à remettre en cause ce récit enchanté, illustrées par les réactions hostiles de la direction de l'IPN face au développement de certaines recherches sur la Shoah.

Created in the early 2000s, the Polish Institute of National Remembrance (Instytut Pamięci Narodowej, IPN) has become a key player in the discussions on the history and memory of Nazi and Soviet “totalitarianisms” in Poland. This institute is the main Polish research centre in contemporary history, but also one of the main publishers and funders of research. His publications offer a rather biased narrative, which tends to present the history of Poland during the Second World War as that of a nation of heroes and victims. The IPN's activities have triggered and are still triggering many controversies, linked among other things to the history of the Holocaust. These controversies are linked to the central role played by the IPN in the Polish State's “historical policy”. This policy is more than ever characterized by a commitment to present an unambiguous account of certain aspects of history, starting with the “Polish-Jewish relations” under the German occupation. The article first looks at the contribution of the IPN to the development and renewal of the historiography of the Second World War in Poland. It then discusses the main features of the 1939-1945 narrative provided by the IPN. Finally, the difficulties of challenging this biased narrative are discussed, illustrated by the hostile reactions of the IPN's staff to the development of some research on the Holocaust in Poland.

Stworzony na początku XXI wieku Polski Instytut Pamięci Narodowej (IPN) stał się kluczowym uczestnikiem dyskusji na temat historii i pamięci o nazistowskich i sowieckich

„totalitaryzmach” w Polsce. Instytut ten jest głównym polskim ośrodkiem badawczym najnowszej historii, ale także jednym z głównych wydawców i sponsorów badań. Jego publikacje oferują dość stroniczą narrację, która ma tendencję do przedstawiania historii Polski w czasie II wojny światowej jako historii narodu bohaterów i ofiar. Działania IPN wywołały i nadal wywołują wiele kontrowersji, związanych m.in. z historią Zagłady Żydów. Kontrowersje te wiążą się z centralną rolą IPN w „polityce historycznej” państwa polskiego. Polityka ta bardziej niż kiedykolwiek charakteryzuje się dążeniem do jednoznacznego przedstawienia pewnych zagadnień historycznych, począwszy od „stosunków polsko-żydowskich” pod okupacją niemiecką. Artykuł najpierw opisuje wkład IPN w rozwój i odnowę historiografii II wojny światowej w Polsce. Następnie omówione zostaną główne cechy narracji z lat 1939-1945 przedstawionej przez IPN. Wreszcie, poruszane są trudności zakwestionowania tej stroniczej narracji, co ilustrują wrogie reakcje kadry IPN na rozwój niektórych badań nad Zagładą Żydów w Polsce.

Depuis sa création au début des années 2000, l'Institut de la mémoire nationale (*Instytut Pamięci Narodowej*, IPN) s'est fait un nom et une réputation. Chargé de mener des activités de recherche et d'éducation sur la période 1939-1989¹, mais aussi d'instruire en justice les crimes du passé², l'IPN est devenu incontournable dans les discussions sur l'histoire et la mémoire des « totalitarismes » nazi et soviétique en Pologne. Au début de l'année 2018, l'Institut s'est trouvé au cœur de la polémique suscitée par la loi pénalisant l'imputation à la nation polonaise ou à l'État polonais d'une (co)responsabilité dans les crimes nazis³. Cette loi avait en effet été votée sous la forme d'une révision de la loi sur l'IPN, adoptée en 1998. Face à la polémique suscitée par cette révision, l'IPN publiait sur son site internet un communiqué de mise au point intitulé « La nature criminelle de l'occupation allemande en Pologne 1939-1945 », qui résume bien l'interprétation dominante, partagée par le pouvoir polonais, sur la Shoah⁴. L'Holocauste y est décrit comme « une entreprise d'État menée par le Reich allemand ». Sa mise en œuvre en Pologne n'a été rendue possible qu'après « l'agression et la destruction de la République indépendante de Pologne », écrasée « par la coopération de deux régimes totalitaires, allemand et soviétique », après avoir été « abandonnée par ses alliés anglais et français » en 1939. L'État polonais n'a cependant jamais capitulé. Les soldats polonais se sont battus tout au long de la guerre aux côtés des alliés. Contrairement à la France ou à d'autres États européens, il n'y eut pas en Pologne de gouvernement de collaboration avec les nazis, ni même aucune forme de collaboration institutionnalisée. Les actes de collaboration isolés, comme les dénonciations de Juifs aux Allemands, étaient considérés comme un acte de trahison de la République de Pologne. L'État polonais clandestin en Pologne occupée, fidèle au gouvernement polonais en exil à Londres, a résisté à l'occupation allemande et organisé l'assistance aux Juifs. En conclusion de son communiqué, l'IPN affirme vouloir commémorer les millions de victimes (polonaises, juives et autres) du totalitarisme, « indépendamment de l'origine ou de la

¹ Étendue, en 2016, à la période 1917-1939 afin d'inclure la révolution russe et l'entre-deux guerres.

² L'IPN comprend en effet une Commission pour la poursuite des crimes contre la nation polonaise, héritière d'une commission créée après-guerre pour enquêter sur les crimes commis par les nazis en Pologne occupée. La commission actuelle a autorité pour instruire les crimes contre l'humanité (essentiellement nazis et communistes) commis entre 1939 et 1989.

³ Sur ce sujet voir par exemple Uladzislaw Belavusau et Anna Wójcik, « La criminalisation de l'expression historique en Pologne : la loi mémorielle de 2018 », *Archives de politique criminelle*, 2018, vol. 40, n° 1, p. 175-188.

⁴ « The criminal nature of the German occupation of Poland 1939-1945. Standpoint of the Institute of National Remembrance », IPN, 19 février 2018 : <https://ipn.gov.pl/en/news/1048,The-criminal-nature-of-the-German-occupation-of-Poland-1939-1945-Standpoint-of-t.html>.

nationalité des bourreaux ». Néanmoins, l'Institut se dit aussi convaincu que toute discussion sur les victimes de l'occupation allemande en Pologne doit tenir compte du fait que le Reich allemand a été l'organisateur de l'Holocauste et s'est rendu coupable de crimes sur des millions de Juifs et de Polonais.

Un tel récit reprend des éléments de discours récurrents en Pologne, tant dans l'historiographie que dans les médias ou encore dans les déclarations politiques. S'il a le mérite de rappeler des faits parfois méconnus en-dehors de Pologne, il s'agit aussi d'un récit assez enchanté, qui tend à présenter l'histoire de la Pologne au cours de la Seconde Guerre mondiale comme celle d'une nation de héros et de victimes. Il n'est pas surprenant que l'IPN propage un tel récit. Conformément à ce qu'indique le préambule de la loi sur l'IPN de 1998, c'est précisément afin de « Préserver la mémoire des dommages subis par la nation polonaise durant la Seconde Guerre mondiale et la période de l'après-guerre ; des traditions patriotiques de lutte contre les occupants, le nazisme et le communisme » que l'Institut fut créé. Ce dernier emploie près de 200 chercheurs, est à la fois le principal centre de recherches polonais en histoire contemporaine, mais aussi l'un des principaux éditeurs et bailleur de fonds pour la recherche. Ses publications et prises de position, notamment lorsqu'elles sont mises en avant par la direction de l'Institut, ont tout pour passer pour des sentences officielles, alors même qu'elles ne reflètent pas nécessairement l'état du débat historiographique. L'historien Janusz Kurtyka, à la tête de l'IPN de 2005 à 2010, résumait les choses ainsi : « La recherche se développe spontanément et librement, tandis que l'État polonais peut choisir certains thèmes qu'il choisit de soutenir et de promouvoir.⁵ » Le récit élaboré à l'IPN est donc aussi, pour partie, un récit d'État, un récit officiel.

Les activités de l'IPN ont suscité et suscitent encore de nombreuses controverses, liées entre autres à l'histoire de la Shoah. Ces controverses sont aussi alimentées par le fait que la direction de l'Institut est désignée au terme d'un processus politique : son directeur est élu par le Parlement, sur proposition d'un conseil (*Kolegium*) dont les membres ont été préalablement eux-mêmes désignés par les parlementaires. Les membres de la direction de l'Institut désignée en 2016 sont ainsi idéologiquement très proches du parti PiS (Droit et Justice), au pouvoir depuis 2015. Ce parti a fait de la « politique historique » un élément central de son action politique⁶. Cette politique est plus que jamais caractérisée par une volonté de présenter un récit univoque sur certains aspects de l'histoire, à commencer par les « relations polono-juives⁷ » durant l'occupation allemande. À certains égards, la politique historique relève parfois davantage de la propagande que de la réflexion sur l'histoire. Il serait cependant réducteur de ne retenir que cet aspect des activités de l'IPN. Ce dernier a indéniablement contribué au développement et au renouvellement de l'historiographie, ce que je montrerai dans la première partie de ce texte. J'évoquerai ensuite les principales caractéristiques du récit de la période 1939-1945 offert par l'IPN, qui reste dominé par une vision héroïque et martyrologique. En guise d'épilogue, j'exposerai les difficultés à remettre en cause ce récit enchanté, illustrées par les réactions hostiles de la direction de l'IPN vis-à-vis du développement de certaines recherches sur la Shoah en Pologne. Plutôt qu'un impossible bilan des centaines de publications, livres, articles, bandes dessinées, sites web, films, jeux, etc. consacrés à la

⁵ Barbara Klich-Kluczevska, « Goodbye Communism, Hello Remembrance: Historical Paradigms and the Institute of National Remembrance in Poland » dans Péter Apor, Sandor Horvath et James Mark (dir.), *Secret Agents and the Memory of Everyday Collaboration in Communist Eastern Europe*, London, Anthem Press, 2017, p. 45.

⁶ Valentin Behr, « Genèse et usages d'une politique publique de l'histoire. La "politique historique" en Pologne », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2015, vol. 46, n° 3, p. 21-48.

⁷ Je place cette expression, courante dans la littérature polonaise, entre guillemets à sa première occurrence, car elle est en elle-même problématique : avant 1939, les Juifs de Pologne sont bien considérés comme citoyens polonais, même si leur nationalité, à l'instar de celle d'autres minorités nationales (allemande, ukrainienne, biélorusse) est distinguée de la nationalité polonaise.

Seconde Guerre mondiale et produits par l'IPN depuis une vingtaine d'années, il s'agit donc ici de donner à voir les principales caractéristiques et évolutions du récit dominant élaboré à l'IPN. Ce récit sera étudié à la fois dans sa composante scientifique, principalement destinée aux chercheurs, et dans sa composante éducative, plus grand public.

1/ Les recherches sur la Seconde Guerre mondiale à l'IPN : d'un sujet secondaire à un élément central de la politique historique

Les projets de recherche et conférences organisés par l'IPN associent des chercheurs extérieurs à l'Institut, issus des universités ou de l'Académie polonaise des sciences. Afin de donner à voir l'évolution des recherches menées à l'IPN sur la guerre, l'occupation allemande et l'Holocauste, qui s'inscrivent plus généralement dans le développement de l'historiographie polonaise du temps présent ces vingt dernières années, je me concentre ici sur l'évolution des programmes de recherche centraux réalisés à l'IPN depuis sa création. C'est en effet autour de ces programmes de recherche, définis par la direction de l'Institut, que s'articulent les travaux des chercheurs employés à l'IPN et leurs éventuelles collaborations avec d'autres chercheurs. Leur évolution donne une idée des priorités de recherche de l'Institut, notamment en matière de grands projets collectifs (réalisation de dictionnaires biographiques, encyclopédies, portails thématiques, synthèses, grandes expositions ou conférences).

Au moment où l'IPN entame ses activités, au début des années 2000, la Seconde Guerre mondiale est un thème en relative perte d'attractivité depuis le début des années 1990. La guerre, l'occupation allemande, l'Holocauste, ont déjà fait l'objet de nombreuses publications, en Pologne communiste comme à l'étranger⁸. L'attention se porte davantage vers des champs de recherche jusqu'alors inexplorés, essentiellement liés au passé soviétique et peu étudiés avant 1989 du fait de la censure : l'occupation soviétique de la partie orientale de la Pologne de 1939 à 1941 ; le massacre des prisonniers de guerre à Katyn au printemps 1940 ; la résistance et l'État polonais clandestin, soutenus par le gouvernement polonais en exil à Londres ; l'Insurrection de Varsovie en 1944. Ce sont donc avant tout les crimes soviétiques et les activités de l'appareil de sécurité communiste de 1944 à 1989, dont les archives sont conservées à l'IPN, qui sont au cœur des premiers programmes de recherche de l'Institut. Une autre limite au développement de recherches sur l'occupation allemande tient au renouvellement générationnel parmi les historiens depuis 1989, avec de nouveaux venus plus attirés par l'histoire du régime communiste et maîtrisant rarement l'allemand, ce que soulignent plusieurs auteurs⁹.

Un événement concomitant de la création de l'IPN va contribuer à changer la donne : la publication, début 2000, du livre de l'historien polono-américain Jan Tomasz Gross, *Les Voisins*, consacré au massacre de la population juive de la localité de Jedwabne, à l'Est de la Pologne, commis en 1941 par leurs voisins polonais¹⁰. Le livre suscite une discussion d'ampleur, car il met à mal le mythe de l'innocence polonaise au cours de la Seconde Guerre mondiale. Sa publication contribue à attirer l'attention sur les difficiles relations entre Polonais et Juifs sous l'occupation allemande et ouvre de nouvelles perspectives de recherche. L'IPN

⁸ Pour un bilan critique voir Tomasz Chinciński, « Niemiecka okupacja w Polsce 1939-1945. Stan i kierunki badań » [L'occupation allemande en Pologne. État des recherches], *Colloquium wydziału nauk humanistycznych i społecznych*, 2013, n° 3, p. 7-24.

⁹ Robert Traba, « O potrzebie nowych badań. Niemiecka okupacja Polski w czasie II wojny światowej w historiografii i pamięci funkcjonalnej » [Sur le besoin de nouvelles recherches. L'occupation allemande en Pologne dans l'historiographie et la mémoire], *Historyka Studia Metodologiczne*, 2014, n° 44, p. 95-114 ; Tomasz Szarota, « Dokonania badawcze Instytutu Pamięci Narodowej w zakresie historii II wojny światowej » [Les recherches de l'IPN sur la Seconde Guerre mondiale] dans Andrzej Czyżewski et al. (dir.), *Bez taryfy ulgowej: dorobek naukowy i edukacyjny Instytutu Pamięci Narodowej 2000-2010*, Varsovie, IPN, 2012, p. 67-85.

¹⁰ Jan Tomasz Gross, *Les voisins : 10 juillet 1941, un massacre de Juifs en Pologne*, Paris, Fayard, 2002.

joue alors un rôle majeur dans cette discussion historiographique, dans le cadre d'un projet de recherche consacré à la Shoah, dont le travail débouchera sur la publication d'un livre et de documents d'archives consacrés au massacre de Jedwabne et à d'autres massacres du même ordre perpétrés à l'été 1941, soit après l'invasion allemande de ces territoires occupés par les soviétiques depuis 1939¹¹. L'IPN apporte ici une contribution majeure, en confirmant le travail de Gross sur la responsabilité polonaise dans le crime de Jedwabne. Ceci ne se fait pas sans heurts, la droite nationaliste plaçant pour une histoire monumentale et patriotique, expurgée des aspects négatifs. Compte tenu du statut spécifique de l'IPN, sa position a tout pour apparaître comme un verdict officiel, reconnaissant la culpabilité polonaise. De fait, les historiens en poste à l'IPN sont incités à s'emparer des sujets brûlants qui agitent le débat public et historiographique. Outre Jedwabne, une équipe de chercheurs de l'Institut se penche ainsi dans les années 2000 sur les événements de Bydgoszcz, au Nord-Ouest de la Pologne. Au moment de l'invasion allemande de la Pologne, les 3 et 4 septembre 1939, cette ville a été le théâtre d'événements dramatiques. Après que des détachements de l'armée polonaise en retraite aient été pris pour cible par des civils de la minorité allemande locale, une trentaine d'Allemands furent fusillés par les militaires polonais. Ces événements, qualifiés de « dimanche sanglant » par la propagande nazie, entraînent en représailles l'exécution de 1500 civils polonais. Paru en 2008, le livre de l'IPN consacré à ces événements comprend, comme pour Jedwabne, la publication d'archives inédites. Sans prétendre mettre un terme à la discussion historiographique, cette publication est présentée comme un apport indispensable à la résolution des « questions difficiles » héritées de la guerre¹².

En dépit du débat suscité par la publication de l'ouvrage de Gross et de la multiplication de travaux sur l'histoire des Juifs de Pologne sous l'occupation depuis, l'histoire de Pologne se réduit encore souvent à une histoire des Polonais. « Polonais » s'entend ici au sens ethnique, l'histoire des Polonais ne se confondant pas avec celle des « citoyens polonais » d'avant 1939, qui pouvaient être d'une autre nationalité (allemande, ukrainienne, biélorusse et juive). C'est précisément le « point de vue polonais » sur l'histoire qu'entendent défendre les promoteurs de la politique historique. Avant même que cette dernière ne soit revendiquée par le PiS, une première fois au pouvoir de 2005 à 2007, certaines activités de l'IPN se sont orientées vers la défense du « point de vue polonais ». Citons à titre d'exemple l'exposition organisée le 1^{er} septembre 2004, pour le 65^e anniversaire du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, au château royal de Varsovie. Coréalisée par l'IPN et l'Institut historique allemand de Varsovie, elle était intitulée « Avec la plus grande brutalité... ». Les crimes de la Wehrmacht en Pologne, septembre-octobre 1939 »¹³. Le compte rendu de cette exposition tel qu'il apparaît dans le rapport d'activités de l'IPN illustre comment les registres historiographique et politique s'entremêlent. Il y est indiqué que cette exposition avait pour objectif de « compléter » la célèbre exposition organisée en 1995 à Hambourg par l'Institut de recherches sociales, qui portait sur les crimes de la Wehrmacht sur le front de l'Est entre 1941 et 1944. Si cette exposition a suscité une large discussion en Allemagne et permis de montrer que les soldats allemands « ordinaires », et non pas seulement les SS, avaient commis des exactions contre les populations civiles ou des prisonniers de guerre, elle avait contribué, selon l'IPN, à la création d'un « autre mythe, selon lequel les activités de la Wehrmacht n'auraient pris un caractère criminel qu'à partir de juin 1941, après l'attaque de l'Union soviétique.¹⁴ » Il s'agissait donc de

¹¹ Paweł Machcewicz et Krzysztof Persak (dir.), *Wokół Jedwabnego* [Autour de Jedwabne], Varsovie, IPN, 2002.

¹² Tomasz Chinciński et Paweł Machcewicz (dir.), *Bydgoszcz 3–4 września 1939. Studia i dokumenty* [Bydgoszcz 3-4 septembre 1939, études et documents], Varsovie, IPN, 2008.

¹³ Le descriptif de l'exposition, dont la version allemande a été inaugurée en mai 2005, est consultable à cette adresse : <https://ipn.gov.pl/pl/edukacja-1/wystawy/13802.Wystawa-Z-najwieksza-brutalnoscia-Zbrodnie-Wehrmachtu-w-Polsce-wrzesien-pazdzier.html>.

¹⁴ *Informacja o działalności IPN* [Information sur les activités de l'IPN], 2005, p. 226.

réparer ce qui avait pu être perçu en Pologne comme une injustice, en montrant que les soldats de la Wehrmacht avaient commis des crimes « dès le premier jour de la guerre », c'est-à-dire dès l'invasion de la Pologne en 1939.

Un premier tournant se produit après la victoire électorale du PiS en 2005, suivie par le renouvellement de la direction de l'IPN, arrivée au terme de son mandat. L'Institut, désormais dirigé par une équipe qui penche du côté du PiS et de sa politique historique, se lance plus franchement dans la promotion du « point de vue polonais ». Le programme de recherches défini pour la période 2006-2010 entreprend notamment d'établir une liste des citoyens polonais qui, dans les années 1939-1945, ont été tués ou victimes de répressions sous l'occupation allemande¹⁵. Mais c'est en matière de « relations polono-juives » que l'évolution est la plus flagrante. Le projet central consacré à la Shoah est renommé d'une façon qui laisse peu de place au doute quant aux nouvelles priorités de recherche : « Les Polonais ayant secouru des Juifs » au cours de la guerre. Il s'agit ici d'établir « un index des Polonais assassinés ou réprimés par les nazis pour avoir aidé des Juifs ». Ce projet, qui nécessite de consulter de gros volumes d'archives, est réalisé en partenariat avec les archives d'État, le Musée d'État d'Auschwitz-Birkenau et l'Institut Yad Vashem de Jérusalem. L'objectif affiché est d'étudier l'échelle des répressions nazies vis-à-vis des Polonais ayant secouru des Juifs sous l'occupation, d'identifier leurs noms et d'écrire leurs biographies. A cela s'ajoutent la création d'une nouvelle série éditoriale sur le sujet, intitulée, à la suite de la devise des Justes parmi les nations, « Qui sauve une vie » et un projet intitulé « Une vie pour une autre ». Ce dernier, à la fois scientifique et éducatif, vise à promouvoir les figures de « Justes » polonais. Un site internet éponyme, qui rassemble des témoignages audio et vidéo, a ainsi été créé¹⁶. A ce moment, il paraît clair que la promotion de la figure des « Justes » polonais est considérée comme un moyen de répondre aux travaux d'historiens qui, à la suite de Jan Gross, se penchent sur le rôle et les attitudes des Polonais au cours de la Shoah dans une perspective plus critique. Ces travaux sont notamment développés par des chercheurs du Centre de recherches sur l'Holocauste de l'Institut de philosophie et de sociologie de l'Académie des sciences¹⁷.

Au moment de définir le programme de recherches de l'IPN pour la période 2011-2016, le contexte politique a une nouvelle fois changé et la direction de l'Institut a été renouvelée. Désormais moins marquée politiquement, cette nouvelle direction revient à un titre plus neutre pour le projet consacré à la Shoah : « L'extermination des juifs sur les territoires polonais ». L'IPN, qui s'était quelque peu coupé du monde académique après 2005, cherche alors à nouer davantage de partenariats et c'est ainsi qu'il co-organise, avec le Centre de recherches sur l'Holocauste, deux conférences internationales consacrées au 70^e anniversaire de l'Insurrection du ghetto de Varsovie (avril 2013) et à l'aide apportée aux Juifs dans l'Europe occupée (novembre 2014). Cette question demeure centrale dans les travaux de l'Institut, qui poursuit son travail de collecte d'informations sur les Polonais victimes de répressions pour avoir secouru des juifs. 508 notes biographiques sont ainsi publiées en 2013¹⁸. Il s'agit de la première

¹⁵ Intitulé *Straty osobowe i ofiary represji pod okupacja niemiecka* [Pertes humaines et victimes de répressions sous l'occupation allemande], ce projet est réalisé en partenariat avec le Centre de documentation non-gouvernemental Karta de Varsovie et dirigé par une commission d'experts présidée par Tomasz Szarota, historien spécialiste de la Seconde Guerre mondiale et professeur à l'Académie des sciences. Il faut toutefois signaler que l'établissement d'un bilan chiffré des pertes humaines polonaises au cours de la Seconde Guerre mondiale faisait déjà partie des objectifs de la direction précédente.

¹⁶ Le site est consultable à cette adresse : <https://zyciezazycie.pl/>.

¹⁷ Certains de ces travaux ont été traduits en français : Jan Grabowski, « *Je le connais, c'est un Juif!* » : *Varsovie 1939-1943, le chantage contre les Juifs*, Paris, Calmann-Lévy, 2008 ; Joanna Tokarska-Bakir, *Légendes du sang : pour une anthropologie de l'antisémitisme chrétien*, Paris, Albin Michel, 2015.

¹⁸ *Rejestr faktów represji na obywatelach polskich za pomoc ludności żydowskiej w okresie II wojny światowej* [Registre des faits de répression à l'encontre des citoyens polonais pour avoir aidé des Juifs au cours de la Seconde Guerre mondiale]. Le document est consultable en ligne : <https://pamiec.pl/pa/biblioteka->

publication résultant du programme de recherche « Index des Polonais tués ou réprimés pour avoir secouru des Juifs au cours de la Seconde Guerre mondiale », lancé en 2005. Le sujet demeure politiquement sensible puisque la même année, le rapport d'activités de l'IPN indique que la chancellerie du Président de la République polonaise a demandé à obtenir une liste des Polonais tués pour avoir secouru des Juifs durant l'occupation allemande¹⁹.

Retour du PiS au pouvoir en 2015 et renouvellement de la direction de l'IPN en 2016 se traduisent à nouveau par un retour de l'obsession de l'innocence polonaise. L'aide apportée par les Polonais aux Juifs reste centrale dans le programme d'activités de l'IPN, qui entend aussi se pencher plus largement sur les relations polono-juives au cours de la guerre, dans le but affiché de contrer les historiens du Centre de recherches sur l'Holocauste, dont le travail est considéré comme trop critique : « La question fondamentale dans les recherches scientifiques dans ce domaine sera l'examen du contexte historique, négligé dans les recherches et pourtant essentiel dans les relations mutuelles entre Polonais et Juifs, c'est-à-dire dans le fonctionnement de chacune des deux nations dans les conditions créées par les Allemands.²⁰ » Concrètement, il s'agit de « changer le récit historique existant » en passant « d'un courant actuellement dominant qui étudie les attitudes des Polonais vis-à-vis des Juifs, à des recherches portant également sur les attitudes des Juifs vis-à-vis des Polonais et de l'État polonais.²¹ » Sous couvert de contextualisation il apparaît, au vu des déclarations des responsables de l'IPN, qu'il s'agit de réfuter la thèse d'un antisémitisme ancré dans la société polonaise avant et pendant la guerre, de souligner le manque de loyauté de la minorité juive à l'égard de la Pologne, et de rejeter une quelconque responsabilité collective des Polonais dans l'Holocauste.

J'ai cherché dans cette première partie à donner un aperçu des principales évolutions et inflexions du programme de recherches de l'IPN sur la Seconde Guerre mondiale et l'occupation allemande en Pologne. Néanmoins, le récit dominant de ces événements produit à l'IPN depuis une vingtaine d'années est relativement stable, ce que je vais illustrer dans la seconde partie.

2/ Des fils conducteurs : héroïsme, martyrologie et innocence

L'IPN produit à la fois des ouvrages de recherche et des contenus éducatifs, plus grand public. Logiquement, les seconds présentent généralement un récit plus synthétique, mais aussi hagiographique et acritique. Je me focalise ici sur ce type de productions qui, si elles offrent un récit simplifié, n'en reflètent pas moins le récit dominant qui est fait en Pologne de la période 1939-1945, y compris dans la production savante²². Je m'appuie en particulier sur la synthèse de l'histoire de Pologne au 20^e siècle publiée par l'IPN pour la première fois en 2010, intitulée *De l'indépendance à l'indépendance*²³, ainsi que sur un court film d'animation, produit en

cyfrowa/publikacje/15522,Rejestr-faktow-represji-na-obywatelach-polskich-za-pomoc-ludnosci-zydowskiej-w-o.html.

¹⁹ *Informacja o działalności IPN* [Information sur les activités de l'IPN], 2006, p. 49.

²⁰ *Informacja o działalności IPN* [Information sur les activités de l'IPN], 2017, p. 276.

²¹ « Żydzi jako nowy priorytet IPN » [Les Juifs, nouvelle priorité de l'IPN], *Tygodnik Powszechny*, 1er octobre 2018 : <https://www.tygodnikpowszechny.pl/zydzi-jako-nowy-priorytet-ipn-155516>.

²² Voir à ce sujet l'étude proposée par un spécialiste de l'historiographie, Rafał Stobiecki, qui montre que les attitudes des Polonais au cours de la Seconde Guerre mondiale sont généralement présentées comme un motif de fierté, mais aussi un élément assez consensuel de la tradition nationale : Rafał Stobiecki, « Rok 1945 w polskiej debacie historycznej » [L'année 1945 dans le débat historique polonaise], *Dzieje Najnowsze*, 2005, vol. 37, n° 4, p. 5-17.

²³ Adam Dziurok, Marek Gałęzowski, Łukasz Kamiński, Filip Musiał, *Od niepodległości do niepodległości. Historia Polski 1918–1989* [De l'indépendance à l'indépendance. Histoire de la Pologne 1919-1989], Varsovie, IPN, 2010. L'ensemble du texte est consultable en ligne à cette adresse : <http://www.polska1918-89.pl/>.

2017²⁴. Ce film de quatre minutes, traduit dans plusieurs langues, est destiné à présenter l'histoire d'une manière attractive. Il aurait été vu plusieurs millions de fois à travers le monde, d'après les chiffres fournis par l'IPN. Dans les deux cas, il s'agit de productions avant tout destinées à un public jeune et/ou scolaire. Bien que la nature, la logique d'élaboration, les auteurs et la date de publication diffèrent, les récits offerts par ces deux productions présentent de nombreuses similitudes.

Il s'agit tout d'abord de récits héroïques. Le film d'animation s'intitule *Niezwycięzeni* (« les invincibles », ou « les invaincus », traduit en anglais par *The Unconquered*) et s'achève par la citation d'un officier de la 303^e escadrille de chasse, formée par des pilotes polonais dans la *Royal Air Force* : « Nous ne quémandons pas la liberté, nous nous battons pour elle. » La thèse du film présente la Seconde Guerre mondiale comme n'ayant pris fin pour les Polonais qu'avec la chute du régime communiste en 1989. Le conflit est ainsi résumé comme un combat pour la survie d'un État polonais indépendant, contre deux ennemis équivalents, le 3^e Reich et l'URSS. La mise sur le même plan du nazisme et du communisme, discutable au plan historiographique²⁵, est motivée en Pologne par la similitude des « deux occupations » entre 1939 et 1941. Le film met en avant plusieurs figures de Polonais héroïques tels que Witold Pilecki, officier de l'armée polonaise, résistant, prisonnier volontaire à Auschwitz afin d'y recueillir des informations pour le compte de la résistance ; Jan Karski, émissaire de l'État polonais clandestin, qui a transmis des renseignements sur l'Holocauste aux alliés anglo-américains ; ou encore Irena Sendlerowa, infirmière de la Croix rouge polonaise et membre active de l'organisation d'aide aux Juifs, Żegota. L'héroïsme se donne également à voir à travers plusieurs scènes de bataille (la bataille d'Angleterre, Monte Cassino) évoquant le courage des combattants polonais. Sur la forme, la guerre est présentée d'une manière attractive, comme une aventure, à la manière d'une cinématique de jeu vidéo. Significativement, personne ne meurt à l'écran²⁶. *Niezwycięzeni* présente ainsi une histoire militaire et combattante éloignée de l'expérience quotidienne des gens ordinaires²⁷. Le récit proposé dans le livre *De l'indépendance à l'indépendance* n'est pas différent de ce point de vue. L'accent est mis sur le combat valeureux des Polonais agressés par l'Allemagne nazie et l'Union soviétique en 1939 : « Les soldats polonais, en dépit de l'immense supériorité de l'agresseur, se sont livrés à une résistance héroïque dès le début de la guerre. »

La martyrologie nationale constitue un second fil conducteur de ces récits. Dans le livre, la mise en équivalence des « deux occupations » est notamment présentée à travers la déportation en camps de concentration des élites polonaises, côté allemand, et le massacre des officiers faits prisonniers par les soviétiques à Katyn, côté soviétique. La politique allemande sur le territoire du Gouvernement général de Pologne est évoquée de manière à dresser un parallèle entre le sort des Polonais et celui des Juifs. La description d'une « terreur généralisée » et de la « destruction de la culture polonaise » est renforcée par une citation de Heinrich Himmler, selon laquelle « l'extermination des Polonais est une obligation fondamentale de la nation

²⁴ Ce film peut être visionné, avec le commentaire didactique qui l'accompagne, à cette adresse : <http://www.niezwyciezeni-film.pl/>.

²⁵ Voir entre autres les réflexions sur la « querelle des historiens » allemands proposées par Enzo Traverso : Enzo Traverso, *L'histoire comme champ de bataille : interpréter les violences du XX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2010.

²⁶ Pour une critique du film, voir : Rafał Wnuk, « „Niezwycięzeni” – czyli folk-history po polsku » [Les invincibles, ou l'histoire-folk à la polonaise], *Ohistorie*, 17 juillet 2018 : <http://ohistorie.eu/2018/07/17/niezwyciezeni-czyli-folk-history-po-polsku/>.

²⁷ Significativement, cette opposition entre « histoire bataille » et histoire des expériences des populations civiles est au cœur de la polémique au sujet du musée d'histoire de la Seconde Guerre mondiale à Gdansk. Voir à ce sujet Adam Leszczyński, « The Past as a Source of Evil: The Controversy Over History and Historical Policy in Poland, 2016 », *Cultures of History Forum*, 24 mai 2016 : <http://www.cultures-of-history.uni-jena.de/politics/poland/the-past-as-a-source-of-evil-the-controversy-over-history-and-historical-policy-in-poland-2016/>.

allemande ». L'auteur rappelle également que les premiers prisonniers détenus au camp d'Auschwitz, au printemps 1940, étaient Polonais et pas Juifs, ce qui vise à montrer que les persécutions allemandes ont dans un premier temps essentiellement ciblé les Polonais, avant-même les Juifs.

Héroïsme et martyrologie sont d'autant plus mis en valeur à travers l'évocation de la « trahison » de la Pologne par ses alliés, à plusieurs reprises au cours de la guerre. Dans *De l'indépendance à l'indépendance*, l'auteur de la partie consacrée à la Seconde Guerre mondiale évoque successivement la mobilisation générale tardive de l'Armée polonaise en 1939, suite « aux pressions des ambassadeurs alliés, qui s'efforçaient d'éviter la guerre à tout prix », le non-respect, par la France et l'Angleterre, de leurs engagements à porter assistance à la Pologne, enfin l'abandon de cette dernière aux soviétiques à l'issue des conférences de Yalta (explicitement présentée comme une « trahison » dans le film) et Potsdam.

Dans le livre comme dans le film, c'est le récit des relations polono-juives et de la Shoah qui apparaît comme le plus problématique. Dans *Niewyciężeni*, la Shoah est presque exclusivement évoquée au prisme de l'aide polonaise apportée aux Juifs. Aucune mention n'est faite de Jedwabne ou de quelconques comportements négatifs de Polonais à l'égard de Juifs. Histoire des Polonais et histoire des Juifs de Pologne sont par ailleurs clairement distinguées par le narrateur, à travers le passage du « nous » (pour désigner les Polonais) aux « eux » (pour désigner les Juifs), ce qui renvoie là encore à une définition ethnique de la nation polonaise.

De l'indépendance à l'indépendance offre un récit plus subtil mais pas moins discutable. La perspective nationalo-centrée adoptée échoue à proposer un récit inclusif croisant les expériences polonaise et juive. Les éléments rapportés tendent par conséquent à minimiser une éventuelle participation de Polonais à l'Holocauste. Il en va ainsi de l'évocation de la population juive des territoires orientaux de la Pologne, occupés par les soviétiques en 1939. Celle-ci « se différencie des autres habitants par son apparence extérieure, ses vêtements, sa façon de vivre, ses coutumes. » Les Juifs ayant, à l'instar des Biélorusses et Ukrainiens habitant ces régions, accueilli positivement la défaite de la Pologne et l'arrivée des troupes soviétiques, il en a résulté une certaine rancœur des Polonais à leur égard. Les massacres comme celui de Jedwabne, commis après le retrait des soviétiques en 1941, peuvent ainsi apparaître comme des représailles, « la bienveillance des minorités nationales et la participation de certains de leurs représentants dans les structures administratives soviétiques [ayant] considérablement favorisé la persécution des Polonais par l'occupant. » Si l'expérience de l'occupation soviétique est rappelée, l'auteur ne dit cependant rien du rôle éventuel de l'antisémitisme d'entre-deux guerres, alimenté par les nationalistes polonais et une partie du clergé, dans le développement de sentiments hostiles aux Juifs.

L'accent est par ailleurs mis sur l'absence de gouvernement collaborateur polonais, contrairement à la France de Pétain ou à la Norvège de Quisling. Certes, en Pologne, « pays sans Quisling », certains Polonais ont renseigné l'occupant ou dénoncé des Juifs. Ces comportements sont généralement réduits à des cas individuels d'individus évoluant « aux marges » de la société polonaise. Si l'État polonais clandestin et le gouvernement polonais en exil à Londres ont alerté les alliés sur le sort des Juifs de Pologne (le fameux rapport Karski), britanniques et américains n'ont rien entrepris pour faire cesser l'Holocauste. L'aide apportée aux Juifs par une organisation comme Żegota, à qui est attribuée le sauvetage de plus de 100 000 Juifs, fut d'autant plus méritoire que « dans aucun pays européen à part la Pologne, l'aide apportée aux Juifs n'était punie de mort. » En revanche, dans d'autres pays européens, il y avait « des possibilités incomparablement plus grandes » de porter assistance aux Juifs, car ceux-ci ne constituaient qu'un faible pourcentage des populations de ces sociétés et la majorité d'entre eux était plus ou moins assimilée.

Les grandes lignes de ce récit dominant, rapidement décrit ici, donnent à voir une lecture de l'histoire de l'Europe au 20^e siècle assez différente de celle qui prédomine aujourd'hui en Allemagne ou en France, tant sur le plan des interprétations que sur celui du paradigme narratif. Elles illustrent à bien des égards le « rideau de fer mémoriel » évoqué par Emmanuel Droit²⁸. La Shoah n'y occupe pas la place prépondérante qu'elle occupe ailleurs et le nazisme est mis sur le même plan que le soviétisme. La question de la place de la mémoire du communisme dans une hypothétique mémoire européenne commune a d'ailleurs été intensément discutée dans les arènes parlementaires européennes après l'élargissement de l'Union européenne à l'Est en 2004²⁹. Le récit dont il a été rendu compte ici est peu innovant, nationalo-centré, hagiographique et acritique. Il est moins conçu comme une invitation à la réflexion sur l'histoire, que comme contribution à une forme d'endoctrinement patriotique. Cela n'est pas contradictoire avec le constat, précédemment évoqué, d'une contribution indéniable de certains travaux de l'IPN au développement de l'historiographie. Néanmoins, il est évident que la production de l'IPN a plutôt renforcé la coupure, souvent déplorée en Pologne, entre les progrès de l'historiographie savante et un récit grand public et scolaire qui relève davantage de la logique du « roman national ». Derrière une intention louable que l'on peut partager, celle de mieux faire connaître l'histoire de la Pologne en soulignant les spécificités et la dureté de l'expérience de la guerre et ses conséquences dans les « terres de sang »³⁰, l'IPN contribue à faire perdurer un mythe, celui d'une nation à la fois héroïque, victime et innocente.

En guise d'épilogue : la Shoah et la question des « relations polono-juives », ou la contribution de l'IPN au tournant autoritaire en Pologne

Pour finir, il est nécessaire d'évoquer la radicalisation des positions récemment exprimées par l'IPN aux sujets des relations polono-juives au cours de l'occupation allemande. Cette radicalisation a à voir avec une logique de valorisation des « Justes » polonais dans le but de contrer les travaux critiquant les formes de collaboration ou de complicité polonaises dans la Shoah. Elle s'explique aussi par l'importance accordée à ce sujet par la diplomatie polonaise, soucieuse de maintenir de bonnes relations avec les États-Unis et Israël. Il en résulte des tensions récurrentes avec l'équipe de chercheurs du Centre d'études sur l'Holocauste de l'Académie des sciences. La spécificité de la situation polonaise, avec un institut d'État disposant de ressources très supérieures à celles des centres de recherche académiques, et une politique historique qui entend orienter les recherches dans un sens favorable à la « raison d'État », mérite ici d'être soulignée. Il ne s'agit pas d'une simple querelle d'historiens qui reflèterait le dynamisme de la recherche et le pluralisme des interprétations. L'intervention directe et récurrente de l'État dans cette querelle, à travers une institution comme l'IPN, introduit une certaine distorsion de la concurrence entre historiens. Cette distorsion s'observe par exemple lorsque la publication d'un ouvrage conséquent sur le sort des Juifs dans les campagnes polonaises, fruit de plusieurs années de recherches menées au Centre d'études sur l'Holocauste, fait l'objet de plusieurs recensions très hostiles de la part d'historiens de l'IPN³¹. La force des accusations (on reproche aux auteurs rien moins que des « falsifications » ou des « mensonges »), reprises dans les médias par des chercheurs et membres de la direction de l'IPN, mais aussi et surtout la diffusion gratuite d'une version électronique d'une recension au

²⁸ Emmanuel Droit, « Le Goulag contre la Shoah », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2007, vol. 94, n° 2, p. 101-120.

²⁹ Laure Neumayer, *The criminalisation of communism in the European political space after the Cold War*, London, Routledge, 2019.

³⁰ Timothy Snyder, *Terres de sang : l'Europe entre Hitler et Staline*, Paris, Gallimard, 2012.

³¹ Il s'agit du livre *Dalej jest Noc* [La nuit continue] : Barbara Engelking et Jan Grabowski (dir.), *Dalej jest noc: losy Żydów w wybranych powiatach okupowanej Polski*, Varsovie, Stowarzyszenie Centrum Badań nad Zagładą Żydów, 2018.

format peu habituel de 70 pages³², rédigée par le responsable du programme de recherches sur l'histoire des relations polono-juives à l'IPN, montre bien que les enjeux vont au-delà d'une simple discussion entre pairs. Une telle discussion apparaît du reste de plus en plus improbable, tant les conditions d'un débat apaisé ne semblent plus réunies aujourd'hui³³. Les courriers de protestation adressés début mars 2019 par le directeur de l'IPN à Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, et Christophe Prochasson, président de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), en réaction au colloque consacré à la « Nouvelle école polonaise d'histoire de la Shoah » organisé à l'EHESS fin février 2019, en constituent une dernière illustration³⁴. Ce colloque, consacré aux travaux des chercheurs du Centre d'études sur l'Holocauste, confrontés à une hostilité grandissante en Pologne, a fait l'objet de nombreuses critiques dans les médias nationalistes polonais, mais aussi de la part de l'IPN qui, durant les deux jours du colloque, a diffusé via son compte Twitter des extraits traduits en anglais et français de la recension précitée. Ces exemples ne sont pas anecdotiques, mais traduisent une attitude qui se rapproche davantage de la police de la mémoire que de la discussion historiographique. Celle-ci, dans le contextuel actuel, apparaît impossible sur ce sujet compte tenu des conditions dégradées du débat. On touche ici au problème fondamental de l'IPN, celui de sa conception, qui en fait une institution où s'entremêlent les registres scientifique et politique. Ce qui s'avère particulièrement problématique lorsque la politique historique contribue au tournant autoritaire en Pologne, comme c'est le cas depuis 2015.

Valentin Behr, docteur en science politique, est postdoctorant à l'Université de Varsovie (Institut d'études sociales Robert Zając et Centre de civilisation française) et chercheur associé au laboratoire SAGE (UMR 7363, CNRS et Université de Strasbourg). Ses recherches portent sur les usages politiques du passé, la sociologie des intellectuels et l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale et du communisme en Pologne.

³² Ce texte, en cours de traduction en anglais et français, est téléchargeable à l'adresse suivante : <https://ipn.gov.pl/pl/aktualnosci/65746,Korekta-obrazu-Refleksje-zrodloznawcze-wokol-ksiazki-Dalej-jest-noc-Losy-Zydow-w.html>.

³³ De son côté, l'historien Jan Grabowski, associé au Centre de recherches sur l'Holocauste, en appelle au démantèlement de l'IPN : Jan Grabowski, « Imperium Pamięci Nacjonalistycznej. Co zrobić z IPN po odsunięciu PiS od władzy? » [L'empire de la mémoire nationaliste. Que faire de l'IPN après le départ de PiS du pouvoir ?], *Gazeta Wyborcza*, 19 janvier 2019.

³⁴ Ces lettres, traduites en français et anglais, sont téléchargées à cette adresse : <https://ipn.gov.pl/pl/dla-mediow/komunikaty/67429,Prezes-IPN-skierowal-list-do-minister-szkolnictwa-wyzszego-badan-naukowych-i-inn.html>.